

État, pouvoirs et contestations
dans les monarchies française et britannique
(vers 1640-vers 1780)





Comment se sont construites les deux plus puissantes monarchies d'Europe occidentale, la monarchie française et la monarchie britannique, entre le milieu du XVII^e siècle et la fin du siècle suivant ? quels étaient leurs fondements idéologiques ? qui étaient les principaux acteurs de ces systèmes politiques ? à quelles oppositions les souverains se heurtèrent-ils ? C'est à ces questions que ce volume tente de répondre.

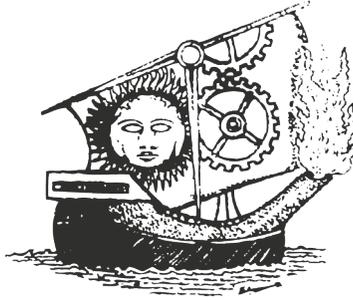
Cet ouvrage fait partager les résultats des recherches les plus récentes dans le domaine de l'histoire politique. Il propose des mises au point historiographiques (le mystère de la Fronde ; les révoltes populaires sous Louis XIV ; les grandes figures du pouvoir et la contestation politique en Grande-Bretagne), des recherches originales sur des thèmes très neufs (la communication politique ; les soldats protestants dans l'armée française) et des réflexions sur des objets transversaux (l'idée de Révolution à travers le temps).

Les différences entre la Grande-Bretagne et la France sont anciennes : ce livre rappelle aussi que les systèmes politiques sont rarement immuables, et qu'ils doivent affronter régulièrement des formes variées d'opposition, parfois limitées, parfois généralisées et de temps en temps radicales.

ISBN de ce PDF :
979-10-231-3139-0

Vincent Laurensz van der Vinne (1629-1702),
Vanité avec un portrait de Charles I^{er}, huile sur panneau,
collection privée © Lawrence Steigrad Fine Arts,
New York/Bridgeman Images

ÉTAT, POUVOIRS ET CONTESTATIONS
DANS LES MONARCHIES FRANÇAISE ET BRITANNIQUE
(VERS 1640-VERS 1780)



Bulletin de l'Association des historiens modernistes
des universités françaises
dirigé par Nicolas Le Roux

DANS LA MÊME COLLECTION

39. *L'Environnement à l'époque moderne*
38. *Habitat et cadre de vie à l'époque moderne*
37. *La Péninsule Ibérique et le monde*
(1470-1640)
36. *Les Universités en Europe*
(1450-1814)
35. *Les Circulations internationales en Europe*
(1680-1780)
34. *L'Opinion publique en Europe*
(1600-1800)
33. *Turcs et turqueries*
(XVI^e-XVIII^e siècle)
32. *Les Affrontements religieux en Europe*
(1500-1650)

État, pouvoirs et contestations
dans les monarchies
française et britannique
(vers 1640-vers 1780)

Préface de Nicolas Le Roux

Ouvrage publié avec le concours de Sorbonne Université

Sorbonne Université Presses est un service général
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

© Sorbonne Université Presses, 2020
ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0659-6

Maquette : 3D2S – mise en page : Atelier Christian MILLET
d'après le graphisme de Patrick VAN DIEREN
Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

tél. : (33) (0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

sup.sorbonne-universite.fr

LES ÉCHELLES DU POLITIQUE
À TRAVERS LES BIOGRAPHIES
D'ALGERNON SIDNEY ET DE LORD BOLINGBROKE¹

Stéphane Jettot

Sorbonne Université, Centre Roland Mousnier (UMR 8596)

*« No man [...] can conceive anything, but he must
conceive it in some place »*

Hobbes²

Éminent spécialiste de la législation britannique au XVIII^e siècle, Julian Hoppit s'est distingué par une démarche statisticienne qui lui permet de mettre au jour la transformation spectaculaire du Parlement de Westminster. D'une assemblée temporaire convoquée à la demande du monarque, le Parlement s'est progressivement imposé à partir de 1688, comme une institution législative permanente susceptible de faire voter avec succès des centaines de lois chaque année³. Habitué aux approches quantitatives, « aux pesées globales » pour reprendre l'expression de Pierre Chaunu, Julian Hoppit s'est dernièrement engagé dans l'aventure biographique⁴. Dans un article consacré au botaniste et baronet Sir Joseph Banks, il entend réagir contre le caractère abstrait d'une histoire globale, dans la mesure où elle décrirait plus la politique à partir d'un lieu précis mais uniquement en termes d'échanges culturels

- 1 Je remercie tout particulièrement Céline Borello et Matthieu Gellard pour leur relecture vigilante.
- 2 Thomas Hobbes, *Leviathan*, éd. Richard Tuck, Cambridge, Cambridge UP, 1991, p. 24.
- 3 Julian Hoppit, *Failed legislation, 1660-1800: Extracted from the Commons and Lords journals*, London, Hambledon Press, 1997. Ainsi, sur la législation autour des routes à péages (*Turn pikes*), on constate entre les années 1690 à 1760 un déclin progressif du taux d'échec des projets de loi : de 56 % en 1700 à 18 % en 1770.
- 4 Pierre Chaunu, « La pesée globale en histoire », *Cahiers Vilfredo Pareto*, 15, 1968, p. 135-164.

et de circulations transnationales⁵. Ainsi, Banks a longtemps été célébré pour ses voyages scientifiques autour du monde en compagnie de James Cook comme pour sa présidence de la Royal Society. Son parcours témoigne des nouvelles ambitions de l'État britannique autour de la collecte à l'échelle mondiale d'informations scientifiques⁶.

Mais une restitution plus minutieuse de son parcours biographique dévoile une autre facette du personnage, qui s'inscrirait plutôt dans un « tournant provincial »⁷. En effet, Banks est un grand propriétaire foncier dans le Lincolnshire, un acteur important de la législation sur les drainages dans cette région marécageuse. Il est aussi impliqué dans les débats autour du paupérisme et il se pique enfin de savoirs antiques et généalogiques. L'intensité des débats autour de la crise du système impérial à partir de 1760 s'accompagne simultanément d'une prise de conscience, au sein des élites, des dysfonctionnements de l'administration locale et provinciale.

On le sait, les biographies sont assez commodes lorsqu'il s'agit de croiser le fer dans les querelles historiographiques, elles apportent des indices, des fragments qui fragilisent les grands paradigmes comme celui de l'histoire globale ou de l'État moderne⁸. Ici, la biographie de Banks est utilisée pour souligner le déséquilibre entre historiographie impériale hypertrophiée et l'histoire négligée des échelles provinciales et locales du politique dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Ces réflexions font écho à la question du concours qui traite des monarchies française

5 « *As to the place of people, it has been complained that contributions to global history can give undue attention to abstractions and concepts, too little to historical actors and agency* » (J. Hoppit, « Sir Joseph Banks's provincial turn », *The Historical Journal*, 61/2, 2018, p. 405).

6 Voir son magnifique portrait réalisé par Joshua Reynolds en 1773, Londres, National Portrait Gallery.

7 « *Banks is very largely seen in global terms, of someone who frequently acted in the service of Britain and its empire. This article, however, looks at him in his provincial context, from his main estates in Lincolnshire, raising broader issues as to how we judge the significance of historical figures and their locales* » (*ibid.*, p. 405).

8 Voir également la remarquable biographie de William Beckford par Perry Gauci. Planteur de Jamaïque devenu maire de Londres et grande figure du patriotisme radical, Beckford incarne dans sa vie personnelle autant l'ampleur des circulations atlantiques que les profonds dysfonctionnements de l'Empire (*William Beckford. First Prime Minister of the London Empire*, New Haven, Yale UP, 2013).

et britannique dans des espaces à la fois imbriqués et hiérarchisés, de la paroisse à la province, de la métropole à ses colonies. Dans le sillage de Julian Hoppit et de son célèbre navigateur, nous allons poursuivre la réflexion sur les échelles du politique à partir des débats biographiques consacrés à deux personnes emblématiques : Algernon Sidney (1623-1683) et Henry St. John, Lord Bolingbroke (1678-1751).

Tout d'abord, ce sont des individus qui, comme Banks, se sont distingués dans les affaires intérieures et extérieures du royaume, en qualité de parlementaires et de diplomates⁹. En outre, Sidney et Bolingbroke ont l'avantage d'être à la fois des hommes d'État et des théoriciens de leurs propres pratiques politiques. Le *Discours sur le gouvernement* est rédigé par Sidney entre 1680 et 1683 et publié après sa mort en 1698. Quant à Bolingbroke, il compose son traité sur *l'Esprit de patriotisme, sur l'idée d'un roi patriote et sur l'état des partis* dans les années 1730, mais dont la publication ne survient qu'en 1749. Un autre fait notable : les deux traités sont presque immédiatement traduits en français, respectivement en 1702 et en 1750¹⁰.

Le présent article envisage une étude comparée entre leurs notices biographiques publiées à la fin du XIX^e siècle dans la première version du *Dictionary of National Biography* et celles publiées en ligne à partir des années 2000 dans le *Oxford Dictionary of National Biography*. Entre ces deux publications, sur plus d'un siècle, plusieurs générations d'historiens ont proposé des interprétations bien différentes de leurs parcours et de leurs écrits. Au cœur de la politique de leur temps, ils figurent dans la plupart des travaux consacrés à l'histoire britannique de 1640 à 1780. Il ne s'agit pas d'en faire ici la synthèse mais plutôt d'approfondir la problématique développée par Hoppit, en l'occurrence les liens entre la biographie et les échelles du politique. En un siècle, les changements de focale autour des biographies de Sidney et de Bolingbroke sont en effet considérables.

9 Stéphane Jettot, *Représenter le Roi ou la Nation ? Les parlementaires dans la diplomatie anglaise (1660-1702)*, Paris, PUPS, 2012.

10 *Discours sur le Gouvernement par Algernon Sidney*, traduit de l'anglais par Pierre A. Samson, La Haye, L. et H. Van Dole, 1702 ; *Lettres sur l'esprit de patriotisme, sur l'idée d'un roi patriote et sur l'état des partis qui divisoient l'Angleterre, lors de l'avènement de Georges I*, traduit de l'anglais par le comte de Bissy, Édimbourg, aux dépens de la Compagnie, 1750.

On distinguera trois évolutions principales. Tout d'abord, on observe un déplacement d'une perspective initialement centrée sur la « haute politique » (la cour, le Parlement) vers une plus grande valorisation du cadre civique de Londres. En outre, on assiste à plus grande curiosité vis-à-vis de leurs discours, de leurs convictions personnelles et en particulier de leur contribution à une idéologie dite « républicaine » qui traverse l'ensemble de la période 1640-1780. Enfin, la pertinence des vies de Sidney et Bolingbroke se vérifie aussi dans les retentissements de leurs écrits en France comme dans les colonies américaines.

LES CADRES DE L'ACTION POLITIQUE : DU PARLEMENT À LA CITY

Dans la restitution de leur parcours, les premiers biographes ont en effet privilégié les institutions nationales (la cour, le Parlement)¹¹. Sidney est élu membre du Parlement pour Cardiff en 1646, puis, refusant de s'associer au régicide, il démissionne en 1653 pour protester contre la réforme constitutionnelle de Cromwell. Il considère la création du Protectorat comme un acte despotique et comme une violation des principes du Commonwealth. À la Restauration, il s'exile sur le Continent jusqu'en 1678, puis, de retour à Londres lors de la crise du *Popish Plot* et de l'Exclusion, il tente en vain par cinq fois de se faire réélire au Parlement. Il est exécuté en 1683, accusé d'avoir comploté contre la vie du roi lors du *Rye House Plot*. À bien des égards, Sidney apparaît, selon son premier biographe, Charles H. Firth, comme une figure du passé. Il souligne que « Sidney ne semble avoir pris aucune part à la résistance armée organisée par Shaftesbury en 1682 », Lord Shaftesbury étant alors considéré comme le maître d'œuvre dans la création du parti whig¹². Par son refus de se compromettre avec le régime cromwellien, comme par sa distance avec l'opposition parlementaire

11 « Sidney » par Charles Harding Firth, dans *Dictionary of National Biography*, London, Smith Elder & Co, t. 52, 1898, p. 202-210 ; « Bolingbroke » par Leslie Stephen, dans *Dictionary of National Biography*, t. 50, 1897, p. 129-145.

12 « Sidney also appears to have taken no part in the preparations for armed resistance initiated by Shaftesbury in 1682 » (C.H. Firth, « Sidney », art. cit., p. 202).

whig, Sidney paraît avoir été en marge des deux tournants majeurs de la période : le Commonwealth et la création des partis modernes.

Quant à Bolingbroke, il semble, selon son premier biographe, que ses manquements ont été d'abord d'origine morale. Leslie Stephen évoque une jeunesse extravagante, notamment des études à Oxford placées sous le signe de l'alcool et de diverses excentricités. Il parvient malgré tout à se faire élire membre du Parlement sur le siège familial en 1701, puis il est nommé secrétaire d'État de 1708 à 1714 et donc, à ce titre, s'impose comme le principal négociateur du traité d'Utrecht. Mais son action à Utrecht est très critiquée par le parti whig et, après l'accession de George de Hanovre, il choisit de s'exiler en 1714 en France, privant le parti tory de l'un de ses principaux porte-parole¹³. Il se compromet en France avec les jacobites puis parvient à rentrer à Londres en 1725 et participe à la campagne de presse dirigée contre Robert Walpole avec la publication d'une gazette *The Craftsman*. En dépit de ses efforts, il ne parvient finalement pas obtenir la confiance des opposants whigs, ni celle même des Tories¹⁴. Il décède en 1751 en même temps que le prince Frédéric, le fils rebelle de George II que Bolingbroke espérait voir monter sur le trône. Il meurt, selon son biographe, haï des Whigs, des Tories et des jacobites¹⁵.

En somme, Sidney comme Bolingbroke apparaissent décalés par rapport à ce qui est perçu comme le sens de l'histoire à la fin du XIX^e siècle, celui d'une nation impériale fondée sur la suprématie d'une monarchie parlementaire et les valeurs libérales du parti whig. Un siècle plus tard, les notices biographiques présentées accordent une plus large place à l'échelle locale et à leur engagement dans l'espace civique de Londres.

13 Sur le rôle de Bolingbroke dans les négociations d'Utrecht, voir Lucien Bély, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990.

14 « *A proud and sensitive man, who after struggling for years to form an alliance with the Whigs was now told that he was in their way* » (L. Stephen, « Bolingbroke », art. cit., p. 140).

15 *Ibid.*, p. 141.

Ainsi, en 2008, la nouvelle notice consacrée à Sidney est rédigée par Jonathan Scott, l'auteur de recherches très détaillées sur la vie politique des années 1678-1683¹⁶. L'originalité de Scott tient à ce qu'il établit un lien entre le séjour de Sidney en Irlande pendant la guerre civile dans les armées royales puis parlementaires et ses activités à Londres à partir de 1678. Sidney s'est imposé comme l'un des maîtres d'œuvre de la politique de protestantisation après la révolte catholique de 1641 et fut l'« un des architectes de l'ordre draconien que la république impose à l'Irlande ». Cette expérience le met en contact avec plusieurs républicains londoniens qu'il va retrouver lors de son retour d'exil en 1678. Sidney est ainsi proche de deux figures cruciales de la cause républicaine (*Old Cause*) : Slingsby Bethel, membre influent de la corporation des artisans du cuir, élu *sheriff* pour la City en 1680, et Sir William Jones, juriste et membre de la très importante *King Bench* (la cour royale en charge de la définition juridique des chartes urbaines). Si Sidney n'est pas au cœur du nouveau parti whig, il occupe une place centrale dans le mouvement civique radical au cœur des corporations londoniennes¹⁷. En effet, Scott prend soin de distinguer la politique de la City de celle mieux connue du Parlement de Westminster¹⁸. Ainsi, Sidney apparaît comme l'un des signataires de la pétition « monstre » de janvier 1680¹⁹. Longtemps sous-estimée par les historiens, cette pétition en faveur d'une nouvelle convocation du Parlement réunit près de 16 000 signataires recrutés dans la City, en particulier de nombreux artisans radicaux et non-

16 Jonathan Scott, « Algernon Sidney », dans *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford, Oxford UP, 2003 ; Jonathan Scott, *Algernon Sidney and the English Republic, 1623-1677*, Cambridge, Cambridge UP, 1988 ; *id.*, *Algernon Sidney and the Restoration Crisis, 1677-83*, Cambridge, Cambridge UP, 1991.

17 « Sidney was now at the centre of a radical community in the City whose achievements were sufficiently noteworthy to make the new atmosphere of reaction worrying » (J. Scott., *Algernon Sidney and the Restoration*, *op. cit.*, p. 272).

18 « Sidney and his associates – Slingsby Bethel, Sir William Jones – acted independently of Shaftesbury in possessing a London power-base which outlasted his, that their objectives in the matter of the succession were other than his, and that they are not to be thought of as 'whigs' but as 'old-cause' men, that is to say Rumper and Commonwealth survivals » (*ibid.*, p. 24-25).

19 Mark Knights, « Petitioning and the political theorists: John Locke, Algernon Sidney and London's 'monster' petition of 1680 campaign », *Past and Present*, 138, 1993, p. 106.

conformistes du quartier d'Aldersgate, à proximité de l'hôtel des guildes. La signification du procès de Sidney prend alors un autre sens. Il ne s'inscrit plus seulement dans le cadre de la répression gouvernementale menée à partir de 1683 et de la suspension de la charte de la City. Il répond aussi aux sollicitations d'une partie de la corporation urbaine hostile aux radicaux et à des mouvements pétitionnaires susceptibles d'initier une nouvelle guerre civile. La culture civique à Londres, qui a été un élément crucial dans la crise des années 1640, est restée aussi vivace après la Restauration. Or, elle s'inscrit dans une logique est bien différente de celles de partis modernes. Comme le rappelle Paul D. Halliday, il s'agit moins d'une rivalité entre partis adverses pour s'imposer au gouvernement que d'une volonté de purger l'oligarchie municipale de ses ennemis, de les éradiquer afin de rétablir l'unité du corps politique²⁰. Dans un mouvement dirigé contre les signataires de la pétition de 1680, plus de 9 000 Londoniens en 1683 se pressent pour assister au toucher des écrouelles par Charles II. Entre janvier et juillet 1683, près de 4 500 Londoniens sont touchés par le roi au cours de cérémonies répétées et d'une ampleur sans précédent. De multiples défilés dans la City sont organisés par une partie des corporations de métier en faveur du duc d'York²¹. Ainsi, l'exécution de Sidney relève autant d'une initiative de l'État contre une personnalité républicaine que d'un changement d'équilibre entre les groupes concurrents au sein des corporations²². L'échelle local de la vie politique se trouve réhabilitée et identifiée comme l'un des moteurs de la crise institutionnelle traversée par le royaume de 1678 à 1683.

20 Paul D. Halliday, *Dismembering the Body Politic, Partisan Politics in England's Towns, 1650-1730*, Cambridge, Cambridge UP, 1998.

21 Tim Harris, *The Politics of the Excluded, c. 1500-1800*, New York/Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2001, p. 214 sq.

22 « *Partisan politics did not set two mutually recognized groups within government against one another – this is our modern motion. It pitted one group claiming to be the government, against an illegitimate group they argued should be excluded from government. This brings us to the essence of partisan politics: it was fundamentally negative.* » (*Ibid.*, p. 6.)

Quant à Bolingbroke, sa nouvelle biographie est confiée à Harry T. Dickinson, un spécialiste de Robert Walpole et des mouvements populaires au XVIII^e siècle²³. À nouveau, le cadre urbain est dissocié de l'arène parlementaire : Dickinson note le caractère exceptionnel et novateur de la gazette de Bolingbroke, *The Craftsman*, avec un tirage est évalué à 12 000 exemplaires en 1731. Par ce média, il atteint un large public et en particulier les communautés négociantes de la City et celles des principales villes touchées par la politique attentiste de Walpole vis-à-vis de la France et de l'Espagne. Ainsi, sa mobilisation contre le gouvernement Walpole n'est plus interprétée comme un combat d'arrière-garde de Tories ou de jacobites. Elle s'inscrit dans une culture patriote déjà bien enracinée dans les milieux négociants et dans une *middle sort* inquiète des avancées de la France en Amérique²⁴. Le courant patriote ne doit pas être interprété seulement comme une manœuvre de l'opposition parlementaire pour contrecarrer l'oligarchie whig mais comme un mouvement *out of doors* (hors de l'enceinte de Westminster) qui tire sa force d'une culture civique et négociante. Il ne s'agit pas ici de remplacer une dynamique parlementaire ou courtisane par une logique « populaire » et citadine, mais plutôt de comprendre la démission de Walpole comme le résultat d'une conjonction de plusieurs forces à différentes échelles du politique. Loin d'être rendue caduque par un État moderne lointain, l'échelle urbaine et civique continue d'être une arène cruciale dans les affrontements politiques au XVIII^e siècle²⁵.

23 Harry T. Dickinson, « St. John, Henry, styled first Viscount Bolingbroke », dans *Oxford Dictionary of National Biography*, op. cit. ; id., *The Politics of the People in Eighteenth-century Britain*, Basingstoke, Macmillan, St. Martin's Press, 1995.

24 Christine Gerrard, *The Patriot Opposition to Walpole: Politics, Poetry, and National Myth, 1725-1742*, Oxford, Oxford UP, 1994.

25 « L'espace politique de la ville – et en particulier, son cœur : le corps de ville – était aussi ouvert aux personnes qui souhaitaient y faire de la politique au sens actuel du terme, c'est-à-dire peser sur la définition de l'action publique. » (François-Joseph Ruggiu, « Pour une étude de l'engagement civique au XVIII^e siècle », *Histoire urbaine*, 19, 2007/2, p. 160.)

Une autre évolution notable dans la bibliographie tient à la place croissante donnée aux réflexions théoriques de Sidney et de Bolingbroke et à leur importance dans la survie et la réinvention d'une idéologie républicaine.

En effet, dans un premier temps, les discours de ces auteurs ont été jugés insignifiants. Dans la biographie de 1898, le traité rédigé par Sidney, qui avait permis d'instruire son procès et d'être utilisé comme pièce à conviction par Georges Jeffreys, le président de la Haute Cour, est à peine évoqué. Charles H. Firth le mentionne en passant, sans même en préciser le titre, considérant que Sidney n'avait de toute façon aucune intention de le publier²⁶. Implicitement, il suppose que la pensée républicaine, élaborée pendant la guerre civile, n'a pas survécu à la Restauration des Stuarts. Elle aurait été ensuite éclipsée par celle de John Locke qui, au même moment, rédige son célèbre *Two Treatises of Government* contre le *Patriarcha* de Robert Filmer publié en 1680. Cette sentence est relayée ultérieurement par d'autres historiens comme Peter Laslett, auteur d'une édition critique de Filmer, qui juge le traité de Sidney « illisible »²⁷. De même, Leslie Stephen n'accorde que peu d'importance à la pensée de Bolingbroke. Son traité sur le roi patriote rédigé en 1735 est présenté comme une « performance rhétorique ». Il ajoute que « les traités de Bolingbroke suscitèrent une attention momentanée mais ils sont trop fragmentaires et verbeux pour être d'une valeur quelconque »²⁸. Son hostilité supposée au principe de parti ne peut que le marginaliser dans un système qui repose précisément sur les luttes partisans à Westminster. L'idée d'un roi patriote susceptible de se placer au-dessus des partis apparaît contraire à l'évolution du régime parlementaire. Bolingbroke se serait réfugié dans un passé idéalisé dans

26 « *He has written a treasonable libel, affirming the subjection of the King to Parliament and the lawfulness of deposing kings [...] noting to show that it was never intended to be published* » (C.H. Firth, « Sidney », art. cit., p. 208).

27 *Patriarcha and other political works of Sir Robert Filmer*, éd. Peter Laslett, Oxford, B. Blackwell, 1949, p. 39.

28 « *Bolingbroke's works excited only a momentary attention and are too fragmentary and discursive to be of much value* » (L. Stephen, « Bolingbroke », art. cit., p. 143).

lequel le roi, père de ses sujets, régnerait sur un royaume utopique : en somme « *a pie in the sky* » pour reprendre une célèbre formule anglaise ou pourrait-on dire « des châteaux en Espagne ». Avec humour, en 1790, Edmund Burke se demande même qui prendrait encore la peine de lire Bolingbroke et qui pourrait même prétendre l'avoir lu de bout en bout²⁹. D'autres études plus récentes, comme celle d'Isaac Kramnick, situent Bolingbroke dans un courant nostalgique et réactionnaire dans le lignage de Robert Filmer et de son *Patriarcha*³⁰.

Mais, à partir des années 1970, une plus grande attention est consacrée à leurs écrits et à leur place dans les débats sur la culture républicaine à l'époque moderne. Dans son célèbre *Moment machiavélien*, John G.A. Pocock situe Sidney et Bolingbroke dans une longue tradition civique depuis la Renaissance italienne jusqu'à la Révolution américaine³¹. Cette grande perspective pluriséculaire aurait été dénigrée par les historiens qui lui auraient trouvé un trop grand degré de généralité. Certains historiens ont depuis fait leur *mea culpa*. Dans ses travaux sur l'origine de l'État moderne, Phil Withington reconnaît sa dette vis-à-vis de cette histoire intellectuelle incarnée initialement par John G.A. Pocock. Il estime que les historiens du politique ont été contraints de revoir leur copie et de porter une grande attention à la persistance d'une culture civique dans les îles Britanniques³². Les discours ne doivent pas être seulement considérés comme des spéculations abstraites et jugés pour leur seule cohérence idéologique mais comme les leviers d'une action politique immédiate³³. De même, Jonathan Scott rappelle la formule du juge

80

-
- 29 « Who now reads Bolingbroke? Who ever read him through? » (Edmund Burke, *Reflection on the Revolution in France*, London, J. Dodsley, 1790, p. 133).
- 30 Isaac Kramnick, *Bolingbroke and his circle. The politics of nostalgia in the age of Walpole*, Cambridge (Mass.), Harvard UP, 1968.
- 31 John G.A. Pocock, *Le Moment machiavélien : la pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*, Paris, PUF, 1997, p. 488-489.
- 32 « The story of early modern state formation is as much about the creation of citizens defined by their capacity for public activity as it is about the centralization of functions conventionally associated with modern polities: war, taxation, and bureaucracy » (P. Withington, « Public Discourse, Corporate Citizenship, and State Formation in Early Modern England », *The American Historical Review*, 112, 2007/4, p. 1017).
- 33 On pourrait rapprocher cette nouvelle interprétation des travaux conduits de ce côté-ci de la Manche par Christian Jouhaud sur les Mazarinades (*Mazarinades. La fronde des mots*, Paris, Aubier, 2009).

George Jeffreys lors du procès de Sidney : *Scribere est agere* (« Écrire, c'est agir »). Sidney est coupable pour ses écrits et non pour son implication réelle ou supposée, dans un complot contre la vie du roi. Les écrits de Sidney, au-delà leurs incohérences, sont envisagés par les contemporains dans leur dimension performative et dans un lieu particulier. Ainsi, s'il n'est pas publié avant 1698, une partie du traité avait déjà circulé dans le public par le biais des pamphlets qui relatent son procès et son exécution. Son discours sur l'échafaud, *Paper Delivered to the Sheriffs*, qui reprend les principales thèses de son traité, est présenté par Scott comme un modèle de rhétorique qui supporte la comparaison avec celle de John Milton. En 1698, sa publication s'inscrit dans la mobilisation de l'opposition parlementaire *country* dirigée contre Guillaume III. Son éditeur John Toland rédige en même temps un discours contre la *Standing Army : Militia Reform'd and The Danger of Mercenary Parliaments*. Il publie ensuite un véritable corpus républicain avec les éditions de grandes figures de la première révolution (Denzil Holles, Edmund Ludlow, John Milton, et James Harrington). Ces initiatives sont soutenues par des personnalités influentes comme John Holles, le duc de Newcastle ou Sir Robert Clayton, directeur de la Banque d'Angleterre et Lord Maire de Londres. Quatre nouvelles éditions des *Discours* de Sidney, à des formats *in-octavo* moins coûteux, voient le jour en Angleterre jusqu'en 1780. L'expérience de Sidney permet de nourrir des comparaisons avec d'autres figures radicales. Le réformateur John Wilkes n'avait-il pas été aussi contraint à l'exil sur le Continent, n'avait-il pas été empêché de siéger au Parlement ? En 1780, une nouvelle édition des *Discours* de Sidney est financée par la *Society for Constitutional Information* du major John Cartwright dans le dessein de défendre une réforme ambitieuse de la représentation parlementaire.

De même, Harry Dickinson tient compte de la réhabilitation des affrontements idéologiques sous les Hanovre et s'étend, dans sa notice, sur les stratégies discursives de Bolingbroke contre Walpole. Contrairement à ce qu'affirmait Lewis Namier, le ministère de Walpole ne s'est pas traduit par une disqualification des débats idéologiques au profit d'une politique pragmatique de distribution de charges

et d'honneurs. Les ressources financières engendrées par l'essor de l'État militaro-fiscal ont certes permis à Walpole de s'acheter des fidélités au Parlement et à la cour, et de s'assurer une longue stabilité ministérielle. Filant la métaphore musicale, Lewis Namier estimait que la partition jouée par Walpole pour orchestrer son gouvernement s'appuyait sur les passions suscitées par l'appât du gain. Les convictions idéologiques de Walpole étaient comparables à un « livret d'une qualité bien inférieure³⁴ ». Pourtant, Harry Dickinson rappelle que Walpole a consacré des sommes considérables pour défendre l'action de son gouvernement, dans la presse en particulier, et qu'il a mis en œuvre une argumentation « rationnelle, claire et convaincante » de son action³⁵. La corruption, le patronage étendu à toutes les strates de l'administration n'excluent pas pour autant le recours à des écrivains chargés de défendre les principes politiques du ministère. Il ne faudrait donc pas considérer la propagande sous Walpole comme un habillage insignifiant car détaché de la réalité du pouvoir. En réalité, Walpole ne peut faire l'économie d'une défense idéologique de son gouvernement dans la mesure où il est lui-même confronté à des libellistes de talent, qui, comme Bolingbroke, ont déployé un arsenal riche et complet de contre-propositions. Les incohérences trouvées dans le discours sur le *Roi patriote* sont expliquées par les conditions matérielles de son élaboration. Dans un premier temps, le *Roi patriote* circule à l'état de manuscrit pour un nombre limité d'opposants whigs et tories. Les uns et les autres espèrent trouver en la personne du prince Frédéric, le fils de George II, un futur monarque sensible aux aspirations de l'opposition *country*³⁶. Ce n'est qu'après l'échec de ce projet que le

34 « *What matters most is the underlying emotions, the music, to which ideas are a mere libretto, often of a very inferior quality* » (Lewis Namier, « Human nature in Politics », dans *Personalities and Powers*, London, H. Hamilton, 1955, p. 4).

35 « *Rational, cogent and forceful* » (Harry T. Dickinson, *Walpole and the Whig Supremacy*, London, English UP, 1973, p. 152).

36 Quentin Skinner, « The principles and practice of opposition: the case of Bolingbroke versus Walpole », dans Neil McKendrick (dir.), *Historical Perspectives: Studies in English Thought and Society in Honour of J.H. Plumb*, London, Europa publications, 1974, p. 93-128 ; Max Skjönsberg, « Lord Bolingbroke's theory of party and opposition », *Historical journal*, 59, 2016/4, p. 947-973.

traité est remanié et publié comme un traité de théorie politique sur la nature du pouvoir royal.

Ainsi, dans le cas des discours de Sidney et de Bolingbroke, l'étude de leur circulation à l'état de manuscrit puis d'imprimé a contribué à multiplier les pistes de lectures³⁷. Parmi les différentes thématiques envisagées, leur contribution à l'idéologie républicaine figure en première place. La teneur du débat peut être formulée de la manière suivante : Sidney et Bolingbroke s'inscrivent-ils seulement dans la lignée d'un humanisme civique, autour de la cité et de l'engagement direct du citoyen, ou dans un courant de pensée hybride et sensible à l'essor d'un État militaro-fiscal ? Il ne s'agit pas d'un débat limité à l'histoire intellectuelle. Ce qui est en question ici, c'est la capacité des traditions politiques comme le républicanisme à se trouver reformulées par le cours des événements.

Dans le cas de Sidney, divergeant de la grande généalogie de l'humanisme civique, Blair Worden estime qu'il aurait plutôt façonné un discours de la liberté « qui est à moitié anglais et à moitié romain, à moitié chrétien et à moitié classique »³⁸. Loin d'être figée dans un modèle florentin, la réflexion de Sidney embrasserait les contraintes de son temps et notamment la nécessité d'une délégation de la souveraineté par le peuple. Sidney pense ce dernier non pas comme un ensemble de citoyens mais comme un conglomérat d'individus rationnels qui consentent à se faire représenter par une assemblée chargée de défendre leurs intérêts :

Les peuples du Nord [...] retinrent par-devers eux la meilleure partie de l'autorité qu'ils exerçaient dans leurs assemblées générales et qu'ils confièrent ensuite à leurs députés, lorsque leur nombre fut devenu si considérable, qu'il n'était pas possible qu'ils s'assemblassent tous en un même lieu³⁹.

37 Plusieurs éditions critiques détaillées ont vu le jour : *Discourses Concerning Government*, éd. Thomas G. West, Indianapolis, Liberty Fund, 1996 ; *Bolingbroke: Political Writings*, éd. David Armitage, Cambridge, Cambridge UP, 1997.

38 Blair Worden, « Republicanism and the Restoration, 1660-1683 », dans David Wotton (dir.), *Republicanism, liberty and commercial society*, Stanford, Stanford UP, 1994, p. 174.

39 *Discours sur le Gouvernement par Algernon Sidney, op. cit.*, t. II, p. 224

Limitant sa réflexion aux seuls peuples du Nord, en particulier les Provinces-Unies et l'Angleterre, Sidney réintroduit par ce biais la notion médiévale du *jus naturalis* qui était absente de l'humanisme civique de la Renaissance⁴⁰. De même, Bolingbroke ne pense pas la souveraineté sans la nécessité d'une délégation des droits naturels des individus : « Les partis, avant qu'ils ne dégénèrent en simples factions, sont bien des groupements d'individus qui s'associent dans certains buts et pour défendre certains intérêts⁴¹. » Bolingbroke ne condamne pas par principe les partis, ils sont indispensables pour tout individu soucieux de défendre un intérêt, et il dresse d'ailleurs une liste de divers groupes d'intérêt dans l'Église, les corporations, le Parlement ou la cour.

84

Sidney comme Bolingbroke conçoivent l'engagement civique non plus dans le cadre d'une culture citoyenne limitée à une ville, mais dans celui d'une contractualisation du politique. Pour ce faire, ils mobilisent des notions nouvelles comme celles du crédit et de la confiance. Dans ces conditions, ce n'est plus la tradition florentine qui prévaut ici, mais plutôt celle du droit positif tel qu'il est défini par Hugo Grotius, qui interprète le contrat social à la manière d'un engagement noué entre négociants⁴². On voit bien que Sidney et Bolingbroke sont contraints d'adapter l'héritage républicain à une nouvelle culture du crédit et aux nouvelles contraintes imposées par l'État moderne. En effet, l'un comme l'autre souligne la nécessité d'institutions nouvelles qui disposeraient de ressources fiscales suffisantes pour assurer la défense de la métropole et des colonies. La question coloniale occupe d'ailleurs une part importante de leurs réflexions. Mais ils soulignent la fragilité de cette délégation de la souveraineté à une administration surpuissante. La menace permanente d'une corruption des institutions rend nécessaire le droit de surveillance et de résistance. Pour Sidney, la menace la plus préoccupante viendrait du monarque. De tous les

40 La pensée de Sidney permet de remettre en cause « l'idée d'une incompatibilité conceptuelle de principe entre les droits et la vertu. » (Christopher Hamel, *L'Esprit républicain. Droits naturels et vertu civique chez Algernon Sidney*, Paris, Classiques Garnier, 2011, p. 11.)

41 *Lettre sur l'esprit de patriotisme*, op. cit., p. 147.

42 László Kontler et Mark Somos (dir.), *Trust and Happiness in the History of European Political Thought*, Leiden, Brill, 2018, p. 77 et suiv.

magistrats représentant le peuple, le prince est le plus susceptible de le trahir, par vanité ou perversion :

C'est une folie de s'imaginer que la vigilance et la sagesse du monarque puisse suppléer au peu de soin des particuliers, car nous savons par une funeste expérience qu'il n'y a jamais eu de personne dans le monde plus dénué de ces deux qualités⁴³.

Pour Bolingbroke, la dégénérescence de l'autorité vient de la transformation du parti en faction. Il se réfère par exemple à la manière dont le parti « anglican » s'est imposé au Parlement sur les autres groupes religieux :

L'intérêt du parti est supposé celui de l'État, comme l'intérêt de l'Église est supposé celui de la Religion, et sous prétexte de cette confusion, l'intérêt de l'État ne devient plus qu'une vague préoccupation ; il n'est jamais considéré en tant que tel et se trouve souvent sacrifié à celui du parti⁴⁴.

Ce que l'un et l'autre n'envisagent pas en revanche dans le détail, ce sont les dispositifs pratiques nécessaires au contrôle des magistrats. La surveillance du Parlement a été envisagée pendant la guerre civile, notamment par les Niveleurs (*Levellers*) qui souhaitent imposer la publication des débats, la tenue d'élections régulières et une rotation constante des représentants⁴⁵. Dans le cas de Bolingbroke, il admet que le roi patriote est susceptible de devenir un tyran, mais il suggère comme antidote la nécessité de renforcer les attributions de son conseil, d'abolir le veto et de permettre la procédure d'*impeachment*. Les auteurs radicaux comme Richard Price, « l'ami du genre humain », et le patriote John Cartwright recommandent plutôt une grande participation politique

⁴³ *Discours sur le Gouvernement*, op. cit. t. II, p. 4-5.

⁴⁴ *Lettre sur l'esprit de patriotisme*, op. cit., p. 147.

⁴⁵ Jason Peacey, « The People of the *Agreements*: The Levellers, Civil War Radicalism and Political Participation », dans Philip Baker et Elliot Vernon (dir.), *The Agreement of the People, the Levellers and the Constitutional Crisis of the English Revolution*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012, p. 50-75.

du peuple à partir d'une réforme de la milice et de la représentation parlementaire⁴⁶.

Enfin, les publications de Sidney et de Bolingbroke contribuent à transformer la notion de réforme qui était jusqu'à la fin du xvii^e siècle indissociable de la Réforme protestante et de l'ouvrir à d'autres usages, notamment autour de la réforme des institutions après 1750. L'éditeur de Sidney, John Toland, est déiste et il élimine la plupart des références à la cause puritaine. De même, comme le rappelle Joanna Innes : « C'est surtout Bolingbroke, dans sa brochure, *The Idea of a Patriot King*, écrite dans les années 1730 mais qui n'a été publiée qu'en 1749, qui a relié la terminologie de la réforme avec les aspirations des patriotes⁴⁷ ».

86

Cette renégociation de l'héritage républicain autour des intérêts conflictuels du peuple transforme la portée théorique et pratique de leurs œuvres. Elle atténue la distance qui les séparait jusqu'à présent d'autres auteurs fondamentaux comme Thomas Hobbes et John Locke. Le plus important, en ce qui nous concerne, c'est que cette adaptation continue des idées républicaines permet de comprendre leur postérité sur l'ensemble du xviii^e siècle.

DES ÉCHOS EN FRANCE ET DANS LES COLONIES AMÉRICAINES

Dans sa biographie, Jonathan Scott consacre une plus large part aux voyages de Sidney en Italie, aux Provinces-Unies et en particulier en France lors de son exil, dans les années 1660-1678. Il détaille ses contacts avec des familles protestantes et sa familiarisation avec les discours monarchomaques qui sous-tendent sa théorie du droit de résistance. Lors de l'ambassade de son père à Paris, Sidney a fréquenté l'académie huguenote de Saumur, fondée par Philippe Duplessis-Mornay en 1602. Cette ouverture sur l'histoire de France explique pourquoi Sidney est traduit dès 1701 par un huguenot, Pierre Auguste Samson. Par le biais de la filière huguenote, le traité est diffusé et lu en France avec

46 Voir, à ce sujet, l'excellente synthèse de Rémy Duthille, *Le Discours radical en Grande-Bretagne, 1768-1789*, Oxford, Voltaire Foundation, 2017.

47 Joanna Innes, « La "réforme" dans la vie publique anglaise. Les fortunes d'un mot », *Histoire, économie et société*, 2005/1, p. 70.

intérêt par diverses personnalités comme le marquis d'Argenson, des auteurs jansénistes et les grandes figures philosophiques de Lumières : Montesquieu, Voltaire et Rousseau. François Quastana, notamment, estime que « dès les années 1720, c'est au sein même de la communauté des robins du Parlement de Paris que l'ouvrage semble connu et apprécié⁴⁸ ». Il évoque aussi le cas du juriste gallican Pierre Dupuy, qui dans son souci de défendre le droit d'enregistrement du Parlement de Paris fait « appel au témoignage d'un Anglais fort instruit des lois des gouvernements de l'Europe, [...] le célèbre Algernon Sydney » (*Essay historique concernant les droits et les prérogatives de la cour des Pairs de France qui est Le Parlement seant à Paris*, 1721). Certains philosophes le reprennent mot pour mot, comme Voltaire qui affirme sa célèbre huitième lettre sur le Parlement d'Angleterre :

La nation anglaise est la seule de la terre qui soit parvenue à régler le pouvoir des rois en leur résistant, et qui, d'effort en effort, ait enfin établi ce gouvernement sage où le Prince, tout-puissant pour faire du bien, a les mains liées pour faire le mal⁴⁹.

Un tel jugement est directement emprunté d'un passage du *Discours du gouvernement* :

La sagesse et la vertu des bons princes sont toujours fortifiées par le secours et l'assistance de ceux qui ont part à l'autorité ; ils font toujours ce qu'ils veulent lorsqu'ils ne veulent que ce qui est bon et juste ; et ceux-là ont une bienheureuse impuissance, qui par ignorance ou par malice, souhaitant faire du mal, ne s'en trouvent pas en état⁵⁰.

Dans l'*Encyclopédie*, on trouve aussi dans l'entrée « Parlements d'Angleterre » un commentaire plus ample par le chevalier Louis de

48 François Quastana, « La réception des *Discours sur le gouvernement* d'Algernon Sidney au XVIII^e siècle français », *La Révolution française*, 5, 2013, p. 19 ; Paulette Carrive, *La Pensée politique d'Algernon Sidney, 1622-1683. La querelle de l'absolutisme*, Paris, Klincksieck, 1989 ; Rachel Hammersley, *The English Republican Tradition and Eighteenth-Century France: Between the Ancients and the Moderns*, Manchester, Manchester UP, 2010.

49 Voltaire, *Lettres philosophiques*, Paris, Flammarion, coll. « GF », 2019, p. 55.

50 *Discours sur le Gouvernement*, *op. cit.*, t. II, p. 4-5.

Jaucourt à partir de nombreuses citations du *Discours*. Après la réforme Maupeou en 1771, divers juristes explorent les pistes offertes par Sidney sur la légitimité de la contestation ; on se reportera notamment aux réflexions de Gabriel Nicolas Maultrou, dans sa *Dissertation sur le droit de convoquer les états généraux*. Initiative huguenote à l'origine, la circulation des idées de Sidney s'intensifie par le biais du courant janséniste, réalisant ainsi une convergence idéologique observée par plusieurs historiens, en particulier Dale K. Van Kley : « certain nombre de forces jansénistes se fondent dans un parti janséniste politique, non sans une certaine parenté avec le protestantisme. C'est ainsi que la moitié du siècle rejoue, bien que sur un mode mineur, le conflit politico-religieux du xvi^e siècle⁵¹ ».

Quant à Bolingbroke, la biographie rédigée par Harry Dickinson est sensible à la répercussion de ses idées en France. Il cite, à ce sujet, les travaux d'historiens français comme Bernard Cottret auxquels on pourrait ajouter ceux d'Edmond Dziembowski sur la circulation des modèles politiques de part et d'autre de la Manche⁵². La traduction du *Roi patriote* par le comte de Bissy en 1750 rencontre d'emblée en vif succès. De ces travaux, il se dégage une plus grande porosité mais aussi une plus grande incertitude quant aux avantages supposés de la constitution britannique : des incertitudes gommées par les biographes à la fin du xix^e siècle qui ne doutent pas de la supériorité inconditionnelle de leur gouvernement. Ainsi, Bolingbroke, lors de son grand tour reprend les attaques usuelles contre Louis XIV, mais il souligne aussi la capacité de mobilisation de la nation dont Louis XIV a pu bénéficier lors de la succession d'Espagne⁵³. En ce sens, les Bourbons sont aussi présentés comme des monarques patriotes dans certaines circonstances, comme l'ont pu être Élisabeth I^{re} ou Anne Stuart. Sous la plume de

51 Dale Van Kley, *Les Origines religieuses de la Révolution française, 1560-1791*, Paris, Le Seuil, 2002, p. 31-32.

52 Bernard Cottret, *Bolingbroke. Exil et écriture au siècle des Lumières. Angleterre-France (vers 1715-vers 1750)*, Paris, Klincksieck, 1992, 2 vol. ; Edmond Dziembowski, *Un nouveau patriotisme français, 1750-1770. La France face à la puissance anglaise à l'époque de la guerre de Sept Ans*, Oxford, Voltaire Foundation, 1998.

53 *The Miscellaneous Works of the Right Honourable Henry St. John, Lord Viscount Bolingbroke*, Édimbourg, A. Donaldson, 1773, t. II, p. 232 et suiv.

nos deux auteurs, la France n'est pas instrumentalisée pour nourrir une francophobie simpliste. L'expérience croisée de la France et de l'Angleterre par Sidney et Bolingbroke démontre que la littérature politique anglaise ne se limite pas à présenter la France comme un contre-modèle absolutiste. Les contemporains britanniques sont aussi sensibles aux attraits de la monarchie des Bourbons. Ils n'étaient pas tous unis par une confiance inébranlable dans le caractère indépassable de la constitution britannique. Certes, on ne peut douter de la force d'un sentiment national anglais (partiellement britannique) fondé sur l'opposition au modèle français. Mais cette idéologie n'était pas partagée par tous et ne doit pas faire oublier la persistance d'un débat critique de part et d'autre de la Manche sur les avantages respectifs des États français et britannique⁵⁴.

Enfin, la pertinence de deux auteurs pour les colonies américaines fait aussi l'objet d'une forte réévaluation. Jonathan Scott rappelle les relations de Sidney avec William Penn et son rôle dans le projet d'une fondation d'une nouvelle colonie (*Frame of Government*). Sidney s'oppose notamment à ce qu'une charte coloniale puisse être attribuée à un seul propriétaire et recommande de contrebalancer le pouvoir du propriétaire à l'aide d'un conseil colonial renforcé. Au moment où Sidney est exécuté, deux mille colons sont arrivés dans la nouvelle colonie de Pennsylvanie et le cadre juridique dans lequel ils vont vivre est transformé par les débats entre Penn et Sidney autour de la tolérance religieuse et l'équilibre des pouvoirs. Le parallèle avec John Locke est significatif. Ce dernier, à partir de 1674, travaille comme secrétaire du Conseil du Commerce et des Plantations et, à la fin des années 1670, il se consacre à la rédaction d'une constitution pour la Caroline (*Fundamental Constitutions of Carolina*). Ainsi, les années de crise de la période 1678-1683 autour du *Popish Plot* et de la crise de

54 Linda Colley, *Britons: Forging the Nation, 1707-1837*, New Haven, Yale UP, 1992; Simon Burrows, Edmond Dziembowski et Ann Thomson (dir.), *Cultural Transfers: France and Britain in the long Eighteenth Century*, Oxford, Voltaire Foundation, 2010; Frédéric Ogée (dir.), « *Better in France?* » *The Circulation of Ideas across the Channel in the Eighteenth Century*, Lewisburg, Bucknell UP, 2005.

Succession ne sont pas seulement décisives à l'échelle britannique mais aussi dans leurs répercussions outre-Atlantique. Les conflits entre les partisans et les adversaires de Sidney se dupliquent dans les colonies américaines. Edmund Bohun, l'un de ses opposants les plus zélés et auteur de *A Defence of Sir Robert Filmer* (1684) est ensuite nommé président de la cour suprême de Caroline. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, Sidney apparaît au moins aussi influent que Locke dans la formulation d'un droit de résistance des colons américains. Benjamin Franklin, lors de la crise du *Stamp Act*, se réfère à Sidney pour justifier la résistance des colons, de même que Stephen Hopkins dans *The Rights of colonies examined* (1764) s'en inspire abondamment. Le *Discours* est même présenté comme un « manuel révolutionnaire » par l'éminente historienne Caroline Robbins⁵⁵. Au moment de la déclaration d'indépendance, John Adams, dans ses *Thoughts on Government*, se réfère à Sidney dans son plaidoyer en faveur de la légitimité de l'insurrection. Dans cette interprétation, les colons se saisissent de ses conceptions du contrat social pour défendre le droit de créer une nouvelle souveraineté en rupture avec celle de la métropole.

Dans le cas de Bolingbroke, les emprunts faits par les colons sont moins théoriques. Harry Dickinson souligne d'abord que la gazette *The Craftsman* a circulé bien au-delà des îles Britanniques pour trouver un public à New York et à Boston dès la fin des années 1720. *The Craftsman* contient plusieurs articles autour de la corruption des parlementaires et de la décadence du Parlement sous l'effet d'un Premier ministre véreux. Par la suite, la récupération du *Roi patriote* par les colons américains conduit à disqualifier la légitimité du Parlement et en appeler à l'arbitrage de George III. En 1774, Thomas Jefferson, dans son *Summary View of the Rights of British America*, ne proclame-t-il pas que seul un roi patriote sera accepté dans les colonies britanniques⁵⁶.

55 Alan Craig Houston, *Algernon Sidney and the Republican Heritage in England and America*, Princeton, Princeton UP, 1991, p. 224; Caroline Robbins, « Algernon Sidney's Discourses Concerning Government, Textbook of Revolution », *The William and Mary Quarterly*, 4/4, 1947, p. 277.

56 D. Armitage, « A patriot for whom? The afterlives of Bolingbroke's patriot king », *Journal of British Studies*, 36, 1997, p. 397-418; Eric Nelson, « Patriot Royalism: The

Une nouvelle édition du *Roi patriote* en 1775 est réalisée à Birmingham par des radicaux, en particulier Myles Swinney. Propriétaire des *Birmingham and Stafford Chronicle* en 1773, ce dernier a mobilisé toute en équipe de presse en faveur de la cause américaine. Il rappelle, dans la préface, le roi à ses responsabilités vis-à-vis des colons. Ces derniers ne sont-ils pas directement liés par une charte royale et non par une représentation parlementaire⁵⁷? Deux conceptions du politique entrent en conflit. En appelant à l'arbitrage d'un roi patriote, les colons témoignent de leur attachement vis-à-vis d'un ordre politique hérité du xvii^e siècle dans lequel le souverain et ses sujets sont unis par le biais d'une charte définissant les droits et les devoirs de chacun. Le refus par George III d'endosser cette fonction conduit les insurgés à une orientation républicaine. Les parlementaires opposés aux colons estiment de leur côté que leur assemblée s'est imposée après 1688, au nom de la *Virtual Representation*, comme l'unique tribunal pour régler les conflits d'intérêts dans le royaume.

Si l'on s'en tient aux seuls journaux du Parlement, Sidney et Bolingbroke apparaissent bien comme des figures marginales, mais la complexité de leurs parcours est à présent mieux restituée. D'une part, ils sont au cœur des débats historiographiques sur les échelons locaux et provinciaux du politique. L'importance des activités de Sidney et de Bolingbroke dans la City conduit d'ailleurs à reconsidérer la notion de sphère publique, telle que Jürgen Habermas l'avait définie. Elle puiserait ses origines non dans une sociabilité bourgeoise nouvelle et extérieure à l'État mais plutôt dans la survivance de structures civiques et corporatives de la première modernité. Cette survivance doit être prise en compte pour expliquer les crises politiques dans la métropole comme dans les colonies.

D'autre part, l'analyse de leurs traités et des étapes de leur publication, circulation et traduction conduit bien des historiens à prendre leurs distances vis-à-vis d'une idéologie républicaine fondée sur le modèle

Stuart Monarchy in American Political Thought, 1769-75 », *The William and Mary Quarterly*, 68/4, 2011, p. 533-572.

57 D. Armitage, « A patriot for whom? », art. cit., p. 409.

florentin. La résistance de l'engagement civique n'exclut pas une réflexion actualisée sur le renforcement de l'État moderne et la nécessité d'un contrat social. L'un comme l'autre des auteurs soulignent une question cruciale tant évoquée par les contemporains : la corruption inévitable des institutions et les moyens d'y remédier. Enfin, l'intérêt de leur réflexion tient aussi à la diversité des récupérations dont elles ont fait l'objet et notamment dans le cadre des Lumières françaises et atlantiques. Ainsi, comme le suggérait Julian Hoppit, l'angle biographique permet de rendre accessible la richesse des débats historiographiques autour des échelles du politique de 1640 à 1780.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	
Nicolas Le Roux.....	7
Nouvelles perspectives de recherche et d'interprétation concernant la Fronde	
Jean-Marie Constant.....	11
Papier timbré et Bonnets rouges : essai de bilan	
Gauthier Aubert.....	35
La révolution anglaise des années 1640 et les mutations de la communication politique	
Stéphane Haffemayer.....	51
Les échelles du politique à travers les biographies d'Algernon Sidney et de lord Bolingbroke	
Stéphane Jettot.....	71
Du <i>country party</i> au radicalisme (vers 1670-vers 1780) :	
Anatomie de la contestation politique en Grande-Bretagne	
Edmond Dziembowski.....	93
Les soldats protestants face à la révocation. L'armée royale à l'épreuve de l'édit de Fontainebleau (1685-vers 1760)	
Paul Vo-Ha.....	113
Mettre le monde par-dessus tête	
Pierre Serna.....	135

